Les instituteurs sous le Second Empire

Pour une approche régionale des mémoires de 1861: l'exemple de l'académie de Rennes

Gilbert Nicolas

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/271>

DOI : 10.4000/histoire-education.271

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

ISBN : 2-7342-0903-9

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Gilbert Nicolas, « Les instituteurs sous le Second Empire », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 93 | 2002, mis en ligne le 09 mai 2013, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/271> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.271>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

Les instituteurs sous le Second Empire

Pour une approche régionale des mémoires de 1861: l'exemple de l'académie de Rennes

Gilbert Nicolas

- 1 Il y a sept ans, dans l'une des communications au colloque dont l'intitulé, « Pourquoi réhabiliter le Second Empire ? », fut très discuté, Alain Plessis rappelait que l'instruction élémentaire avait réellement progressé sous le Second Empire, le pourcentage de Français sachant lire ayant augmenté de 20 %, progression aussi forte que celle des deux décennies suivant les lois de Jules Ferry. Il soulignait également que, par petites touches, à partir de 1859-1860, l'empereur avait amorcé, de sa propre initiative, une libéralisation du régime ¹. Cette ouverture du régime devait rapidement toucher l'enseignement primaire, témoin le grand concours national des instituteurs, lancé par le ministre, Gustave Rouland (1856-1863), le 12 décembre 1860. Le second grand ministre de l'Instruction publique et des Cultes de Napoléon III s'intéressait au corps des instituteurs après avoir consulté, deux ans auparavant, les maîtres-répétiteurs de l'enseignement secondaire.
- 2 Le concours de décembre 1860, destiné aux instituteurs publics français, présente un certain nombre de caractères. Il prend la forme d'une question en trois volets, libellée ainsi : « Quels sont les besoins de l'instruction primaire dans une commune rurale au triple point de vue de l'école, des élèves et du maître ? ». Sa durée est brève – sept semaines – du 15 décembre 1860 au 3 février 1861. La question ministérielle ne concerne pas le corps entier des 36000 instituteurs publics (²), mais exclusivement les instituteurs ruraux. Les maîtres des grandes villes, les instituteurs libres et les institutrices ne sont pas sollicités par le ministre. La mise en œuvre de cette compétition se traduit par une mobilisation de tous les échelons de l'administration de l'enseignement primaire, du ministre à l'inspecteur primaire. Le recteur de chaque académie, les corps d'inspection sont appelés à diffuser l'information, stimuler la participation, rassembler les manuscrits, les évaluer, les trier, les regrouper à l'échelon académique et les expédier vers les sous-commissions parisiennes, pour la sélection des

meilleurs. La participation n'atteint que 17 % du corps des instituteurs publics. Aujourd'hui, ne subsistent plus, dans la sous-série F¹⁷ des Archives nationales, que 80 % des manuscrits élaborés pendant le concours. En effet, si 5940 instituteurs répondent à la sollicitation du ministre, environ 1 200 manuscrits se perdent, à la suite d'une première sélection.

- 3 Ce concours recouvre, pour les organisateurs, le triple sens de l'étymologie. Il se veut une aide à la préparation de réformes et une rencontre entre les membres d'un corps épuré et mis au pas, à partir de 1849-1850. Enfin, il est affiché comme une compétition entre instituteurs, dotée de plusieurs prix et mentions. Mais au-delà, il est également, selon le mot du président du concours ⁽³⁾, mot repris par Jules Simon ⁽⁴⁾, « une enquête », au sens du XIX^e siècle d'une étude fondée sur le rassemblement de témoignages des individus, objet de l'enquête, ici les fonctionnaires de l'enseignement primaire.
- 4 La consultation des instituteurs français témoigne d'une véritable effervescence en matière d'enquêtes, dans cette période-charnière du XIX^e siècle. En Grande-Bretagne, la commission Newcastle dresse un bilan de l'école élémentaire, entre 1858 et 1861 ⁵. En France, l'épiscopat de l'Ouest interroge ses prêtres à partir de 1860. Les résultats de ces initiatives des évêques, intervenues entre 1860 et 1863, ont été analysés par Michel Lagrée ⁶. À l'échelon départemental, en 1858, des préfets, tel Paul Féart en Ille-et-Vilaine, enquêtent auprès des maires, afin de dresser un tableau des personnels, du matériel et des bâtiments des mairies ⁷. Au niveau central, ce n'est pas la première fois, au XIX^e siècle, que l'État éprouve le besoin de mieux connaître le corps des instituteurs. L'enquête menée en 1810 ⁽⁸⁾, sans véritables moyens d'investigation, est un échec, mais nourrit la réflexion pour les initiatives futures, telle la grande inspection des écoles de la seconde moitié de l'année 1833, consécutive à la loi Guizot du 28 juin. Cette « battue générale dans les écoles », qui met en œuvre des moyens considérables (490 inspecteurs visitent 33695 écoles, dans les 86 départements français) donne lieu à un rapport important, publié en 1837 ⁹. Cependant, l'initiative napoléonienne de décembre 1860 est novatrice dans la mesure où, pour la première fois, les instituteurs sollicités par le ministre sont appelés à prendre, eux-mêmes, la plume.
- 5 Cette enquête est, à plusieurs titres, pleine d'intérêt. Elle est d'abord un double révélateur. Elle témoigne des intentions et des inquiétudes des initiateurs, face, entre autres, à la progression des congréganistes dans l'enseignement primaire public, en même temps que d'une volonté de l'État de reprendre en main l'école primaire et de poursuivre l'action entreprise par les textes de 1852 et de 1854 ¹⁰. Elle laisse deviner la recherche de nouveaux appuis au sein du corps social, à un moment où le régime opère un desserrement politique en même temps qu'il se débat dans l'affaire romaine, qui tend les relations entre une partie de l'Église et le pouvoir impérial. Cette enquête est également l'illustration de l'une des pratiques politiques bonapartistes, « l'appel au peuple » ⁽¹¹⁾, permise par une incontestable modernisation de l'administration. Enfin, ce concours, cette enquête, constitue un révélateur des représentations qu'ont les participants, c'est-à-dire les instituteurs, de la vocation de l'école, des conditions d'exercice de leur métier, de leur place dans la société, et concerne donc l'histoire politique, administrative, sociale et culturelle de l'école primaire du XIX^e siècle.

1. Le double choix du corpus régional et de l'étude exhaustive

- 6 Dans un court article, rédigé il y a vingt-cinq ans et intitulé « Une source à exploiter: les mémoires des instituteurs en 1861 » ⁽¹²⁾, Guy Thuillier suggérait quelques pistes de recherche pour l'analyse des manuscrits rédigés par les instituteurs publics, à l'occasion du concours ministériel. L'auteur reconnaissait que ces documents se prêtaient particulièrement bien à des études régionales.
- 7 Le présent article expose quelques aspects d'une étude entreprise sur les mémoires des instituteurs de l'académie de Rennes, entité administrative de sept départements, redéfinie par la loi de 1854, qui ajoute, aux cinq départements de la Bretagne historique, la Mayenne et le Maine-et-Loire ⁽¹³⁾. Cette grande académie, la seconde en France par le nombre de ses habitants (3,7 millions d'habitants contre 4,5 millions pour l'académie de Paris) et la quatrième par le nombre de ses départements, est marquée par des particularismes forts, liés d'abord à des facteurs structurels, tel l'habitat dispersé qui fait perdurer des formes anciennes d'encadrement scolaire comme les maîtres ambulants, violemment critiqués dans les mémoires des instituteurs. Les facteurs culturels jouent également un rôle essentiel. La forte présence du clergé et le dynamisme des congrégations, tel l'Institut des frères de l'Instruction chrétienne de Jean-Marie de Lamennais et, au sud de la Loire, les frères de Saint-Gabriel ¹⁴ expliquent en grande partie la vigueur des luttes scolaires, surtout au sein de l'école publique, entre laïcs et congréganistes. Le recteur de l'académie de Rennes va jusqu'à considérer la présence congréganiste comme une menace pour l'existence même du régime impérial. Dans son rapport politique trimestriel de janvier 1859, il écrit: « Dans les provinces de l'Ouest, le clergé a généralement gardé son action sur les populations ; les commotions que nous avons traversées en 1848 ont rendu d'ailleurs, à la France entière, le besoin des principes religieux. Il y a là le nœud d'une situation politique excessivement délicate, et qui fait, à mon sens, de l'éducation des masses, de l'instruction primaire elle-même, l'une des questions politiques les plus graves du temps. Les congrégations, liées au parti légitimiste, travaillent les communes pour évincer les instituteurs ou institutrices laïques. Il y a là un véritable danger, non pour l'instruction primaire elle-même, mais pour le gouvernement impérial qui n'aurait plus de points d'appui dans les communes rurales, le jour où les instituteurs laïques disparaîtraient » ¹⁵. La prégnance religieuse est également inséparable de la question linguistique et a des conséquences, non seulement sur la scolarisation, mais sur l'accès à l'écrit. Si, en Basse-Bretagne, comme ailleurs, l'enseignement à l'école communale se fait, officiellement, en français, le catéchisme est dispensé en breton. Aux contrastes traditionnels de scolarisation entre pays côtiers et pays de l'intérieur, linguistiques entre l'Ouest et l'Est de la péninsule, se superposent des différences au sein d'espaces plus restreints. Ainsi, la partie septentrionale du Finistère qui mène, comme le montre Jean Quénart, des cohortes d'adolescents à la prêtrise, recrute également beaucoup plus d'élèves-maîtres de l'école normale que le sud ¹⁶. En outre, la formation des maîtres oppose, au sein de l'académie, deux grands ensembles. Malgré la sécession définitive du département des Côtes-du-Nord, depuis 1851 ⁽¹⁷⁾, la Bretagne conserve une école normale interdépartementale, située à Rennes et formant une grande partie des instituteurs laïcs du Finistère, du Morbihan, de Loire-Inférieure et d'Ille-et-Vilaine. En revanche, la Mayenne et le Maine-et-Loire forment la plupart de leurs maîtres laïcs

dans leur école normale départementale respective, établie dans la première décennie de la monarchie de Juillet ¹⁸. Pour ces sept départements, les Archives nationales mettent à la disposition du chercheur 271 mémoires d'instituteurs, représentant 3380 pages manuscrites, volume qui semble suffisant pour tenter une recherche, prenant en compte la diversité du corps et de ses représentations de l'école primaire.

- 8 Depuis 25 ans, les recherches entreprises sur ces mémoires peuvent se diviser, si on se limite à la méthode, en deux catégories. La première consiste à étudier exhaustivement tous les mémoires d'un département, comme l'a fait, par exemple, Francis Bailleul dans un article sur les instituteurs du Nord ¹⁹. Les autres travaux, de plus grande envergure, tous en sciences de l'éducation, embrassent le cadre national et fondent leur étude sur un échantillon de mémoires, prélevés au hasard, dans différentes académies. Dans l'ordre chronologique, c'est la thèse de troisième cycle de Françoise et Bernard Marchand, *L'instituteur et l'instruction primaire en 1861, à travers les réponses au concours ouvert auprès des instituteurs publics, en décembre 1860*, soutenue à Paris VIII en 1978, qui a ouvert la voie, les deux auteurs travaillant sur un millier de mémoires ²⁰. Plus récemment, dans la seconde partie de son ouvrage, *Instituteurs avant la République*, François Jacquet-Francillon a adopté la même démarche en s'appuyant sur un échantillon de 248 mémoires, prélevés dans 14 académies et 25 départements ²¹.
- 9 Ces travaux, à la fois pionniers et riches, limitent cependant l'approche différenciée des instituteurs du Second Empire. En effet, la sélection des mémoires étudiés introduisant *de facto* l'arbitraire, des parties importantes du territoire français sont oubliées ou négligées. Pour prendre l'exemple de l'Ouest, aucun mémoire breton ne figure dans l'échantillon de Françoise et Bernard Marchand. Pour sa part, François Jacquet-Francillon, qui ne néglige pas l'académie de Rennes, n'étudie cependant que 10 % des mémoires du ressort, émanant de trois départements sur sept. En outre, l'appréhension des différences inter-régionales et intra-régionales de l'école primaire apparaît difficile, autant que l'étude de la diversité du corps des instituteurs, ou celle des réseaux de sociabilité. Cette méthode de l'échantillon, sans doute inévitable quand il s'agit d'une étude hexagonale, rend long et complexe tout recoupement avec d'autres sources, pour la reconstitution de parcours individuels.
- 10 Ces arguments et l'acquis des recherches antérieures nous ont convaincu d'adopter une autre voie et de tenter une étude exhaustive des mémoires, au sein d'une région, ou plutôt d'une « province académique » ²².
- 11 Les apports du travail exhaustif sur une telle unité administrative sont multiples. En premier lieu, la prise en compte de la totalité des manuscrits d'une académie incite à l'analyse statistique de la participation au concours, à une exploration des composantes du corps des instituteurs publics, au déchiffrement de l'écriture des maîtres exerçant en pays bretonnant ou en pays gallo (terminologie utilisée, modes de narration). Le cadre d'une grande académie du Second Empire élargit, pour le chercheur, la diversité des fonds à consulter. L'indigence de certains fonds départementaux est compensée par l'apport des Archives nationales ou par une plus grande richesse des mêmes séries, dans un ou plusieurs départements voisins ²³. Ainsi, dans les fonds de l'inspection académique des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine et de celles du Finistère, des séries complètes de dossiers personnels d'instituteurs, contenant des rapports remontant à l'année scolaire 1853-1854, ne se retrouvent pas dans les autres départements de l'ancienne académie ²⁴. Sur un autre registre, celui des opinions politiques des instituteurs, seul le dépôt de Loire-Atlantique possède un ensemble de

105 fiches d'instituteurs, établi par le préfet, évoquant l'état civil, le traitement, les activités annexes, l'influence locale et l'opinion politique supposée de ces maîtres, dans la première décennie du Second Empire. La saisie de l'ensemble du corpus des mémoires, réduit à 1 650 pages dactylographiées, ouvre la possibilité d'utiliser des logiciels de comptage des occurrences, sur un thème précis de la recherche (analyse de la terminologie liée à la définition du fonctionnaire, du vocabulaire attaché à la patrie ou à la nation, etc.).

- 12 Toute étude sur le concours-enquête de 1861 se nourrit et complète d'autres recherches en cours, d'abord dans le domaine de l'histoire de l'éducation. La question du concours touchant aux besoins de l'école-institution et de l'école-bâtiment, à ceux des élèves et à ceux du maître, tous les axes essentiels de la recherche actuelle en histoire de l'éducation sont concernés: l'histoire de l'administration scolaire, l'histoire de la formation des maîtres, l'histoire économique et sociale de l'enseignement, l'histoire du temps et des disciplines de l'enseignement primaire, l'histoire des manuels et de la presse professionnelle ²⁵.
- 13 À l'échelon régional, après les travaux essentiels de Michel Lagrée ⁽²⁶⁾, une étude sur les instituteurs normaliens bretons du XIX^e siècle ⁽²⁷⁾, la connaissance des instituteurs de l'Ouest s'est précisée grâce à plusieurs thèses: celle de Pierre Perrin sur les idées pédagogiques de Félicité et Jean-Marie Lamennais ²⁸ et celle, en cours, de Vincent Lemaire sur les frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel ²⁹. Au delà de l'histoire de l'éducation proprement dite, l'étude de l'enquête de 1860-61 peut s'inscrire dans un certain nombre de projets de recherche actuels. Les réflexions en cours, menées sur les enquêtes du XIX^e siècle, dans le cadre du séminaire de l'Université de Paris VII, « Explorations, Enquêtes, Descriptions: l'individu face aux mondes naturel et social, XVIII^e-XX^e siècles » constituent une source d'inspiration à ne pas négliger ³⁰. Dans leurs écrits, les instituteurs affichent, à de multiples reprises, leur conviction d'être des fonctionnaires, même les plus petits et les plus pauvres ³¹. Ces textes de 1860-1861 interrogent sur la participation des instituteurs à l'émergence d'une fonction publique intermédiaire. Ce travail sur les manuscrits peut donc être associé aux études actuelles sur les autres fonctionnaires, de même niveau, des secteurs bureaucratique, technique et financier ³² et aux recherches sur la professionnalisation ³³. Le corps des instituteurs mérite également l'analyse et la comparaison avec les professions intermédiaires d'autres aires géographiques françaises. La thèse de Jean-Paul Jourdan, soutenue en 2000, et qui examine toutes les structures du personnel, les carrières, les formes de professionnalisation des fonctionnaires du sud-ouest aquitain, de la fin de l'Ancien Régime aux années 1880 ³⁴ constitue, de ce point de vue, une référence essentielle. Enfin, certains travaux, menés sur le corps des instituteurs à l'étranger, tel l'ouvrage de Corinna Herold sur les maîtres saxons, dans la période 1848-1873 ⁽³⁵⁾, ou bien encore la thèse en préparation de Catherine Michel sur les instituteurs rhénans de 1848 à 1918 ³⁶, permettent de donner à cette recherche sur les instituteurs du Second Empire une ouverture comparatiste.

2. De la rédaction à la sélection: les étapes du concours

- 14 Si on en juge par le nombre de manuscrits répertoriés, la participation des instituteurs publics ruraux semble limitée. En ajoutant, aux 271 mémoires de l'académie de Rennes,

les mémoires primés dont les auteurs sont mentionnés dans la presse professionnelle et qui ont été perdus par la suite, on aboutit à un total de 287 manuscrits. Ces écrits émanent de 14 % des communes de l'académie. Malgré la forte incitation entretenue par les prix proposés, 1 200 F pour l'auteur du manuscrit jugé le meilleur, 600 F pour le second, 200 F pour chacun des titulaires d'une mention, plusieurs facteurs ont joué au détriment d'une participation nombreuse: le délai très bref accordé aux instituteurs pour la rédaction, une saison peu propice à l'écriture après la classe, la peur de s'engager de crainte de déplaire à un ou plusieurs surveillants légaux de l'école, l'incertitude du devenir des mémoires (certains pensent qu'ils n'iront pas jusqu'à Paris), enfin l'indigence matérielle de nombre d'instituteurs. Il est facile pour quelques instituteurs aisés de sacrifier 50 à 100 pages de papier, une plume et de l'encre, alors que la masse des maîtres ruraux dispose de peu d'argent et d'un matériel réduit.

- 15 La lecture des mémoires révèle pourtant des formes de pression, exercées par l'administration pour inciter les instituteurs à répondre: circulaires des inspecteurs d'académie, action des inspecteurs par exemple. Si la cartographie de la participation par communes n'est guère suggestive, l'établissement d'une carte de la participation par cantons montre que plus de la moitié de ces cantons n'envoient qu'un seul mémoire, preuve que certains instituteurs, jugés les plus capables, ont été encouragés à participer pour représenter, au mieux, les différentes parties du département. De même, une étude quantitative de la production écrite par départements (nombre de pages et nombre de signes) montre que là où l'action de l'administration est démultipliée et où les corps d'inspection sont actifs, le nombre de mémoires et le volume écrit sont plus importants. Le cas des Côtes-du-Nord est, à cet égard, fort significatif d'une participation exceptionnelle des instituteurs, en grande partie imputable à la forte implication des corps d'inspection, même si d'autres facteurs interviennent.
- 16 Si les autorités ont poussé certains maîtres à rédiger un mémoire, en revanche la rédaction du contenu des manuscrits semble avoir été assez libre. Ceci se mesure au fait que presque 28 % des instituteurs ne suivent pas le plan suggéré par le ministre. En outre, le volume des mémoires est fort contrasté, la moyenne étant de 12 à 13 pages par manuscrit, au sein de l'académie. Cependant, les écarts de la production écrite sont très grands : 144 pages pour Jean Guchet, instituteur à Clisson, une seule page pour Jean Caroff et Paul Le Joly, dans le Finistère. Malgré ces différences de production entre les individus, le concours témoigne de l'effort demandé aux maîtres depuis la monarchie de Juillet pour l'acquisition des principales disciplines de l'école primaire, en particulier l'orthographe et la grammaire ³⁷ et, plus largement, pour reprendre la formule de Jean Quéniart de « la maîtrise de l'écrit par des couches sociales modestes dont le métier d'instituteur est l'aboutissement » ³⁸. La liberté s'exprime également à travers le non-respect des instructions ministérielles en ce qui concerne la participation des instituteurs affectés dans les villes. Ainsi, des instituteurs de Rennes, de Brest, de Saint-Brieuc, de Lorient répondent au ministre, alors que le concours ne leur était pas destiné.
- 17 Quand vient le temps de l'évaluation, le jugement des autorités s'appuie sur des critères, définis par le ministère: évocation des améliorations déjà réalisées par l'État, présentation des lacunes et abus, de manière à mettre en valeur les besoins, propositions d'améliorations possibles. À cela s'ajoute l'appréciation de la qualité du style et de la sincérité du propos. Ce travail d'évaluation, souvent considérable, est fait

principalement par les inspecteurs primaires, mais les représentants de l'État témoignent d'un souci d'objectivité puisque les auteurs ne sont pas évalués par le supérieur hiérarchique de leur circonscription d'exercice, mais par un inspecteur d'un autre arrondissement ou groupe d'arrondissements. Les appréciations sont sans indulgence. Il faut dire que les meilleurs manuscrits, selon les critères de l'époque, appartenaient au premier groupe de mémoires, aujourd'hui disparus. Sur les mémoires de l'académie de Rennes subsistants, 39 sur 271 sont jugés bons ou à réserver. Tous les autres sont affectés de mentions allant de « médiocre » à « nul », voire même « à brûler »³⁹. Les mémoires, jugés favorablement au sein de chaque académie, sont envoyés devant les sous-commissions parisiennes qui établissent un second rapport sur le mémoire. À l'issue du concours, l'académie de Rennes aura un candidat qui obtiendra une septième mention et 15 figureront dans la liste publiée des 172 auteurs des meilleurs mémoires⁴⁰.

- 18 Au total, les instituteurs de l'Ouest ont, comme ailleurs, perçu le caractère exceptionnel de la consultation. Cependant, les efforts inégaux de l'administration, les réticences ou incertitudes des maîtres ont limité la production de manuscrits. Si la participation a parfois été stimulée, le contenu des mémoires témoigne, malgré le plan imposé par le ministre et une autocensure évidente, d'une incontestable liberté d'expression. Ceci correspond, sans doute, à l'un des objectifs du pouvoir impérial, soucieux d'une meilleure connaissance du terrain scolaire et également d'une certaine objectivité, partie intégrante de l'idée contemporaine de « service public », remontant au milieu de la décennie 1830-1840.

3. Identification et représentativité des participants au concours

- 19 Le succès ou l'échec du concours se mesure non seulement au taux de participation, mais également à la coïncidence entre le vœu du ministre de toucher tous les instituteurs publics ruraux de France et la qualité des maîtres de l'enseignement primaire ayant effectivement répondu par la rédaction d'un mémoire. Comme nous l'avons précisé, les instituteurs ruraux n'ont pas été les seuls à répondre. Quelques instituteurs des grandes villes, principalement ceux qui ont exercé au début de leur carrière à la campagne, ont été tentés d'entrer dans l'arène. Au-delà de la minorité urbaine des participants, se pose la question de l'identification du statut des auteurs de manuscrits. Les congréganistes, par exemple, nombreux dans l'Ouest à occuper des postes dans les écoles publiques, se sont-ils abstenus, comme les recherches antérieures l'affirment ? Relever l'état civil des instituteurs constitue une première opération facile, grâce à l'obligation, pour chaque rédacteur de mémoire, de rédiger, sur le premier feuillet du manuscrit, une déclaration indiquant son nom, ses prénoms, son lieu de naissance, la commune, le canton, l'arrondissement et le département d'exercice, le mémoire proprement dit ne commençant qu'à la troisième page⁴¹. En revanche, l'identification des congréganistes, des laïcs normaliens et des laïcs n'ayant fréquenté aucune grande institution de formation, se révèle beaucoup plus difficile et très dépendante d'autres sources. L'existence, dans les fonds départementaux de l'ancienne académie de Rennes, des registres matricules des écoles normales ou des états trimestriels des élèves-maîtres permet assez aisément, sauf pour un département où les archives sont lacunaires (le Maine-et-Loire), de comptabiliser les normaliens

ayant pris part au concours. Beaucoup plus aléatoire est de retrouver la totalité des congréganistes ayant pris la plume. Rien, dans le texte du décret, ne leur faisait obligation d'indiquer leur nom dans les ordres. En outre, la règle de certaines congrégations, qui interdisait la participation à de telles enquêtes sans l'autorisation du Supérieur, laisse supposer une certaine tendance à la dissimulation, pour les frères qui avaient répondu à l'appel ministériel. L'identification des instituteurs congréganistes exige d'abord le repérage des quelques frères ayant signé de leur nom de religion ou ayant indiqué leur statut, dans leur mémoire. Les registres de novices conservés au siège des congrégations, comme c'est le cas pour la congrégation des Frères de l'Instruction chrétienne, dominante dans le monde rural de l'Ouest, principalement en Bretagne, permettent de repérer les instituteurs, auteurs d'un mémoire et formés par cette congrégation. Dans une dernière étape, la consultation des listes d'écoles congréganistes, fonctionnant en 1860, confirme ou non l'appartenance de ces maîtres à l'association religieuse au moment du concours ⁴². Pour l'Ouest, ces investigations se sont révélées particulièrement fructueuses. Pour le département des Côtes-du-Nord, la lecture des mémoires ne laisse apparaître que deux instituteurs congréganistes. Le dépouillement des registres de novices, au siège de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne, à Ploërmel, montre que 13 maîtres, auteurs de mémoires, ont été formés au sein de la congrégation. Cependant, au moment de l'enquête, 8 seulement appartiennent toujours à la communauté, les autres ayant défroqué. En Ille-et-Vilaine, si quatre participants ont été formés par la congrégation de Jean-Marie de Lamennais, tous sont laïcs, mariés et pères de famille, au moment de l'enquête Rouland. Au total, pour l'ensemble de l'académie de Rennes, en ajoutant les Frères des Écoles chrétiennes, les Frères de Saint-Gabriel et les Frères de l'Instruction chrétienne, 36 instituteurs sur les 271 connus, ayant produit un manuscrit, ont été formés dans une congrégation, soit 13,3 % des participants au concours. En 1860-1861, 19 sont encore congréganistes, soit 7 % des instituteurs publics ayant participé au concours, ce qui est loin d'être négligeable, même si ce chiffre sous-estime la part prise par les congrégations dans la scolarisation de l'Ouest.

- 20 Reste à résoudre la question de la représentativité du corpus, par rapport à la composition du corps des instituteurs publics de l'académie, en 1860-1861. Le repérage du cursus de formation de tous les auteurs de mémoires par le recoupement des sources disponibles fait ressortir une majorité de normaliens (49,81 %), 7 % de congréganistes, les 43,17 % restants étant les autres laïcs. La confrontation de ces résultats avec les statistiques de la situation de l'instruction primaire en 1860 permet de constater, tantôt une sur-représentation des normaliens (Ille-et-Vilaine), tantôt une sous-représentation de ceux-ci (Finistère), au profit des instituteurs laïcs les moins diplômés, les congréganistes étant toujours faiblement représentés.
- 21 Tous les instituteurs n'ayant pas participé au concours, il n'est guère possible de généraliser les données des mémoires. En revanche, il est possible de mesurer des écarts socioculturels et de mettre ainsi en valeur, grâce à la confrontation avec d'autres sources, la diversité du corps. Nous retiendrons ici quelques exemples.
- 22 Le croisement des données de l'état civil, figurant dans la déclaration écrite de chaque mémoire, avec le contenu des manuscrits est l'occasion de repérer trois générations d'instituteurs en exercice. En effet, dans leurs écrits, les instituteurs utilisent très souvent des repères chronologiques qui les projettent dans l'histoire récente de l'école. Les dates les plus souvent citées sont 1833, 1848 et 1850. Ce positionnement dans le

temps se double de l'utilisation d'une terminologie qu'ils s'appliquent à eux-mêmes ou qu'ils utilisent pour qualifier leurs collègues, « maîtres d'autrefois », « instituteurs de la veille », etc., preuve d'une conscience de génération. Le contenu des manuscrits révèle également de grandes différences de « regards générationnels »⁴³. Cette distinction entre générations permet de préciser la participation au concours. En effet, c'est la génération Guizot qui produit, en nombre de pages manuscrites, près des trois quarts du corpus de l'académie de Rennes.

- 23 Les renseignements fort détaillés, mais ponctuels, prélevés dans les mémoires, sur les traitements, revenus annexes et personnels des maîtres doivent être complétés par les chiffres figurant dans les états de situation annuels, rédigés par les inspecteurs primaires. Les dossiers individuels d'instituteurs, contenant les rapports d'inspection et conservés dans les fonds des inspections académiques sont également l'une des sources majeures permettant d'accéder à l'aspect financier de la profession au XIX^e siècle, de mesurer le niveau moyen et la composition du revenu des maîtres, ainsi que l'amplitude de ces revenus au sein du corps.
- 24 Pour les années 1860 ou 1861, la moyenne des revenus des instituteurs publics d'Ille-et-Vilaine ayant participé au concours ministériel d'inspection est de 860 F, traitement fixe, rétribution scolaire, secrétariat de mairie et autres cours compris. Cette faible moyenne des revenus montre que le niveau de vie des instituteurs n'a guère progressé depuis la monarchie de Juillet. Les chiffres relevés pour les participants au concours, tous statuts confondus, sont proches de ceux établis, dans le cadre d'une recherche antérieure, sur 90 instituteurs normaliens d'Ille-et-Vilaine, entre 1852 et 1859⁴⁴. Ces données témoignent non seulement d'une incontestable stagnation des traitements de la grande majorité des instituteurs publics de l'Ouest français, au cours des décennies 1840-1860, mais révèlent une amplitude importante des niveaux de revenus. Les écarts relèvent assez peu de l'ancienneté dans la profession, de la nature de la formation reçue ou de la différence de statut (laïcs, congréganistes). L'importance démographique, la localisation de la commune d'exercice, sa richesse et l'intérêt des édiles municipaux pour l'école se cumulent pour donner aux instituteurs des revenus très contrastés. Pour affiner l'étude des écarts de revenus, on peut retenir le cas des maîtres formés dans la même institution de formation, ayant sensiblement le même âge et les mêmes charges de famille. L'exemple de quatre maîtres laïcs de la même génération, ayant tous été formés à l'école normale primaire de Rennes et ayant plus de quinze années d'ancienneté, c'est-à-dire se situant en milieu de carrière, donne une idée de l'amplitude des revenus, au sein d'un même département. Gautier, élève de l'école normale de Rennes entre 1839 et 1841, instituteur dans la petite commune de Billé au sud de Fougères ne dépasse pas les 600 F de revenu annuel en 1861. Fontaine et Delvalle, tous deux sortis de la même école trois ans plus tard et installés, le premier à Saint-Gilles, le second à Domagné, obtiennent respectivement 800 F et 1600 F par an. Quant à François Connen, normalien de la promotion 1841-1843, instituteur à Janzé, chef-lieu de canton, il dispose d'un revenu professionnel de 1500 F, auquel s'ajoutent 1500 F de revenus personnels, soit une somme de 3 000 francs pour faire vivre sa famille. Ainsi, entre Gautier qui dispose du revenu minimum légal et François Connen, qui enseigne à une quarantaine de kilomètres de son collègue, avec un revenu total de 3 000 F par an, le ratio est de 1 à 5⁴⁵.
- 25 Les contrastes ne sont pas moins éclatants dans les grandes villes, au sein d'un même établissement. À l'école municipale primaire de Rennes où enseignent quatre

instituteurs normaliens, le directeur, Pierre Lhuissier se voit attribuer, annuellement, 2800 F par la ville, les élèves étant tous gratuits ⁴⁶. Ses adjoints, camarades d'école normale, touchent deux fois moins. Ainsi, Hyacinthe Vallée, qui doit instruire deux fois plus d'enfants que son collègue directeur, dispose de 1400 F en 1861 ⁴⁷. Au sein d'une même école urbaine, avec une formation identique, un âge comparable, le rapport des revenus est de 1 à 2.

- 26 Cette première approche des situations pécuniaires peut être complétée par l'examen des déclarations de succession figurant dans les registres de la sous-série 3 Q des archives départementales. Il est alors possible de se livrer à une comparaison du patrimoine des instituteurs à leur mort et de préciser les écarts de fortunes en fin de vie. Alors que certains instituteurs, tel Isidore Boismartel (⁴⁸), ne laissent pratiquement rien à leurs enfants, François Plessis, décédé en 1881 laisse une succession d'un montant de 14050 francs ⁴⁹. Pour leur collègue François Connen, décédé à soixante-cinq ans, en avril 1889, le montant des biens atteint 45 000 francs ⁵⁰.
- 27 Les mémoires livrent également des éléments sur la proximité ou la distance des instituteurs vis-à-vis du pouvoir politique. Ils offrent la possibilité de distinguer, directement ou indirectement, des prises de position, même si la prudence doit être de mise dans l'interprétation du contenu des manuscrits. En effet, il y a ce que les textes disent et les silences qui sous-entendent. Il y a ceux qui formulent des exclamations en l'honneur de l'empereur, de la famille impériale ou du ministre, ceux qui flattent le pouvoir impérial en citant, au détour d'une phrase, une œuvre de l'empereur et en soulignant le fossé existant entre les idées avancées et généreuses du souverain et l'attitude des autorités communales. « Il entre dans les devoirs des communes [...] de travailler à l'extinction du paupérisme, mais il est fâcheux, écrit Charles Campion, instituteur du Finistère, qu'elles n'aient pas toutes l'esprit de solidarité (⁵¹) ». D'autres manifestent indirectement leur attachement à l'Empire en critiquant les opposants au régime. Julien Lorant, instituteur du Morbihan, rappelle que la loi de 1850 a été votée sous la Seconde République et se demande, dans la dernière phrase de son manuscrit « ce que nos légistes républicains avaient fait de leur tête à l'époque où ils élaboraient une pareille œuvre qui semble à la fois une offense contre l'équité et le sens commun » ⁵². Si une partie des instituteurs proclame son attachement à la dynastie napoléonienne, par les interjections « Vive l'Empereur! Vive l'Impératrice! Vive le Prince impérial! », d'autres envoient leur manuscrit sans aucune marque d'attention.

Les instituteurs et le régime impérial d'après les réponses au concours ministériel de 1860

Départements	Nombre d'instituteurs ayant formulé, dans leur manuscrit, un hommage à l'empereur ou à son gouvernement	%	Nombre d'instituteurs ayant employé la formule d'acclamation « Vive l'Empereur ! » ou une formule similaire ⁵³
Côtes-du-Nord	17 sur 56	30,35	3
Finistère	18 sur 48	37,5	5
Ille-et-Vilaine	17 sur 30	56,6	3

Loire-Inférieure	13 sur 43	30,2	2
Morbihan	8 sur 32	25	1
Maine-et-Loire	10 sur 34	29,4	0
Mayenne	12 sur 28	42,8	0
Total	95 sur 271	35,05	14 sur 271 (5,2%)

- 28 Ces dits et non-dits interrogent sur l'attitude politique des maîtres de l'enseignement public. En recoupant ces proclamations d'affection ou ces réticences avec les fiches sur les instituteurs, établies par les préfets, là où elles subsistent, comme aux Archives départementales de Loire-Atlantique ⁽⁵⁴⁾, il est possible de mesurer les nuances allant de la sympathie à l'antipathie des auteurs de mémoires pour le régime politique en place. D'après les autorités préfectorales, quelques années avant le concours, les opinions politiques des instituteurs s'échelonnent du légitimisme au socialisme, le plus marquant étant, incontestablement, les 30 % jugés favorables au régime impérial et les 61 % perçus comme indifférents ou politiquement inclassables. L'activité politique des instituteurs, sous le Second Empire, peut également être mesurée par l'examen des dossiers individuels. Dans la correspondance de certains dossiers, on retrouve des libelles contre le clergé, décrit comme ennemi de l'Empire. Des fonds privés déposés aux archives sont également à consulter. Le riche dépôt rennais du célèbre Arthur de la Borderie ⁵⁵ livre des pétitions expliquant avec force détails la participation des instituteurs aux campagnes des élections législatives, de 1859 (élection partielle) et 1863, dans le département du chef-lieu académique.
- 29 La lecture des mémoires fait donc ressortir un certain nombre d'éléments touchant à la relation au pouvoir politique impérial, à l'attitude vis-à-vis du clergé, à l'expression d'un point de vue plus ou moins critique de la législation en cours. Ces attitudes différenciées incitent à classer les instituteurs en trois grandes catégories : les rebelles, les réformistes et les conformistes.

Les sentiments politiques des instituteurs de Loire-Inférieure, d'après les fiches du préfet (1854) ⁵⁶

« Dévoués au gouvernement actuel » « Amis de l'ordre » « Sentiments impérialistes »	32	30,47
« Dévoués successivement à tous les gouvernements »	1	0,9
« Légitimistes »	9	8,5
« Légitimistes se ralliant avec peine au gouvernement »	2	1,9
« Opinions inconnues » ou « ne se préoccupant pas de politique »	20	19,04
Aucune mention	41	39,04

TOTAL	105	
-------	-----	--

Répartition des opinions politiques Nombre % d'instituteurs

4. Les aspects de la réalité vécue

- 30 Les manuscrits de 1861 reflètent également les représentations des instituteurs, représentations de l'institution scolaire et de la société enseignante sous le Second Empire et celles d'un idéal, traduction, sans doute, d'une prise de conscience et d'une évolution des sensibilités au cours du XIX^e siècle.
- 31 Peu nombreux sont les instituteurs du Second Empire qui, amenés à juger l'école primaire, et malgré les recommandations officielles, exposent l'œuvre déjà accomplie par l'État. La minorité qui consacre un développement aux progrès de l'école primaire au cours des décennies précédant le concours, tout en en traçant les limites, fait toujours commencer les initiatives gouvernementales importantes à la monarchie de Juillet. Sans développer tous les aspects des progrès accomplis, mis en valeur par une minorité d'instituteurs, on relève la conscience d'une réduction du nombre de communes sans école ⁽⁵⁷⁾, d'une cohésion plus grande et la prégnance plus forte de l'administration de l'école primaire, de la simplification du corps des instituteurs par la suppression, au moment du concours, des suppléants. L'essor de la presse professionnelle, nationale et départementale, est également fréquemment évoqué, principalement *Le Journal des instituteurs*, créé en 1858, et largement diffusé par abonnement, pour la somme de 5 F par an ⁵⁸.
- 32 Le concours ministériel apporte donc de précieux renseignements sur les modes de diffusion de la presse d'enseignement et sur les changements pédagogiques. Malgré la perception évidente de domaines de progrès et de modernisation au sein de l'école primaire française, c'est l'image noire du quotidien qui l'emporte dans le propos des maîtres.
- 33 Les manuscrits ouvrent l'exploration de plusieurs domaines de la non-satisfaction ⁵⁹. Bien que le liste ne soit pas limitative, certaines thématiques fortes émergent de l'enquête. On relève d'abord les préoccupations concernant la formation au métier. Après la loi Falloux et la possibilité offerte aux départements de ne plus entretenir de boursiers dans les écoles normales, la formation des maîtres a tendance à se replier sur les départements et à se disperser. L'école normale régionale de Rennes perd les boursiers de deux départements sur cinq, tandis que la formation éclate (cours normaux et pratique des stages). Les conférences d'instituteurs sont réduites, voire supprimées depuis 1849.
- 34 Au niveau de la pratique du métier, les défauts de la maison d'école et les nuisances de l'environnement scolaire constituent un thème récurrent de plaintes. Le concept de « maison d'école » se précise au cours du XIX^e siècle, incluant non seulement la salle de classe et son mobilier, le logement du maître, mais également, un jardin, un préau, etc. Cependant, les réalisations sont souvent en deçà des normes préconisées par l'État et ses représentants locaux. Les mémoires de 1861 sont particulièrement sévères sur les locaux scolaires de l'époque, en dépit des nombreuses constructions entreprises ⁶⁰. La conception de la maison d'école oblige l'instituteur à partager son espace. L'instituteur côtoie et subit, en classe comme dans son logement, la présence ou les conséquences de

la présence d'autres personnes, étrangères à la double mission d'enseigner et d'éduquer. Cette cohabitation forcée, ce mélange de fonctions et de personnes dans des lieux qui ont vocation à instruire la jeunesse sont difficilement acceptés. Les maîtres reviennent fréquemment sur leur environnement professionnel, en particulier sur la présence du bruit. Les effectifs pléthoriques des élèves, la confusion des fonctions communales au sein de locaux où siège l'école, les défauts de construction des bâtiments expliquent cette intolérance au bruit, déjà étudiée par Alain Corbin, dans *Les cloches de la terre* ⁶¹. Les sources privées de la même époque confirment cette dénonciation des bruits désordonnés du bourg rural, néfastes au travail scolaire ⁶². Au bruit qui dérange s'ajoutent les odeurs qui incommode et qui s'expliquent par la promiscuité régnant dans les classes et le port de vêtements tels, les peaux de chèvre, en Haute-Bretagne ⁶³. Les mémoires sont riches de détails concernant l'hygiène à l'école, qui méritent de retenir l'attention du chercheur.

- 35 Les difficultés de la scolarisation en milieu rural émerge un autre aspect des doléances de la profession. Dans l'Ouest, l'immensité du territoire des communes et les distances à parcourir, la dispersion de la population, l'absence de pensionnats dans les écoles primaires rurales, l'insécurité perçue par les parents d'une école trop fréquemment ouverte sur la voie publique expliquent, en grande partie, les difficultés et le retard du début de la scolarisation dans les communes rurales de l'Ouest. Dans certaines parties du Finistère, le travail et la mendicité persistante éloignent encore nombre d'enfants de l'école. Les différents statuts des écoliers présents (indigents ou payants) contribuent à la discrimination des enfants scolarisés.
- 36 Le manque de suivi des enfants de la campagne constitue un autre sujet de plainte. Les parents ne remplissent donc pas, pour l'instituteur rural, le rôle d'auxiliaires d'instruction. L'amputation du temps scolaire est un autre sujet essentiel, évoqué par les maîtres. Elle a de graves répercussions sur la portée de l'enseignement et sur le revenu du maître. Les mémoires soulignent, pour l'Ouest, l'âge tardif des débuts de la scolarisation, la réduction de la durée annuelle de présence à l'école, les enfants quittant l'école à l'époque de la communion, au moment des semailles, puis des récoltes. Pendant l'hiver, il arrive que les élèves ne se présentent pas ou quittent l'école quand il fait trop froid dans la classe ⁶⁴. Le temps scolaire quotidien est souvent amputé par les petites tâches quotidiennes, indispensables à la vie de la classe et au confort des enfants, telle la transformation du bois de chauffage, apporté par les enfants. Quand l'instituteur a la charge du secrétariat de mairie, il est fréquemment dérangé pendant le temps de la classe, soit par des habitants, soit par les autorités municipales, donc obligé de s'absenter et de laisser les élèves seuls. L'initiation au travail réglé de l'école, par la soumission à un emploi du temps, par l'accession à la ponctualité, partie de la culture scolaire, se révèle donc difficile dans une période où l'école est facultative et où le maître exerce souvent plusieurs fonctions ⁶⁵. L'effectif considérable de beaucoup de classes rurales, qui avoisine les 80, 100 élèves, voire plus, la réunion d'enfants d'âges et de degrés différents d'instruction dans le même local, le manque de matériel pour tous les élèves, l'absence d'ouvrages communs à toutes les écoles rendent souvent illusoire l'efficacité de l'enseignement. Se pose, pour les instituteurs, la question du contrôle des enfants. Pour une majorité d'instituteurs, l'école ne parvient pas complètement à remplir sa double mission d'instruction et d'éducation.
- 37 La dure réalité de l'exercice du métier réside également dans le poids de la concurrence sous ses diverses formes : concurrence entre écoles urbaines disposant de chambres et

celles de la campagne sans dortoirs. Des maîtres évoquent également les maîtres ambulants, vus comme les acteurs d'une concurrence déloyale pour les instituteurs communaux. Les écoles privées sont également prises à partie par les instituteurs publics qui y voient « la peste des communes rurales » ⁶⁶. Le sujet le plus polémique dans les mémoires est celui de la concurrence entre écoles laïques et écoles congréganistes. Les témoignages ne manquent pas sur « la guerre scolaire » que se livrent, laïcs et congréganistes. Les parties manuscrites consacrées à ce thème sont parfois d'une virulence inouïe, essentiellement de la part de laïcs, en particulier en Ille-et-Vilaine et dans les Côtes-du-Nord (⁶⁷), conduisant à une réflexion sur la spécificité régionale de cette partie de la France du XIX^e siècle.

- 38 Sous le Second Empire, l'alourdissement du travail de classe et la rédaction de multiples documents administratifs, principalement statistiques, exigés par les inspecteurs primaires suscitent les plaintes des instituteurs. Les textes de réforme de la statistique scolaire de 1859 (⁶⁸), qui introduisent de nouveaux registres matricules à destination des instituteurs et qui définissent un nouveau mode de comptage des élèves (inscrits par années civiles), ont des conséquences jusque dans les communes les plus reculées. Les écrits d'instituteurs ainsi que les rares souvenirs d'inspecteurs primaires, tels ceux de Clément Férard, inspecteur à Saint-Malo (⁶⁹), montrent que la seconde décennie de l'Empire est bien l'époque où la statistique est perçue, chez tous les fonctionnaires subalternes et d'exécution de l'enseignement primaire, comme un fardeau.
- 39 Les lourdeurs administratives ont leur revers, l'éloignement des autorités ressenti par les instituteurs. Alors que le nombre de fonctionnaires en charge de l'instruction primaire augmente, les instituteurs se sentent fréquemment les oubliés du pouvoir central. Certains même soulignent l'indifférence du corps d'inspection. L'inspecteur primaire, dernier niveau de la hiérarchie académique, seul personnage visible régulièrement, génère une représentation inégale chez les instituteurs. Deux facteurs principaux expliquent le sentiment qu'ont les maîtres d'être l'objet de l'intérêt ou de l'indifférence de leur supérieur direct: la proximité ou l'éloignement de la résidence de l'inspecteur et le sous-encadrement incontestable de certains arrondissements de l'académie de Rennes ⁷⁰.
- 40 Enfin, les instituteurs qui participent au concours ministériel de 1860 fournissent, presque unanimement, une vision dépréciée de leur statut social. À la campagne, encore plus qu'à la ville, il existe un sentiment très fort d'appartenance à « la dernière classe du corps enseignant » ⁷¹ à « la classe la plus déshéritée du corps enseignant » ⁷². D'autres se disent « prisonniers volontaires » ⁷³ ou « hommes de peine du gouvernement » ⁷⁴. La richesse du vocabulaire utilisé mérite une analyse des occurrences. La très grande majorité des maîtres n'accepte plus, sous le Second Empire, ce contraste entre l'influence sociale, la noblesse des fonctions, d'un côté, et le statut de dépendance et le bas niveau de revenu, de l'autre.
- 41 Le statut social déprécié de l'instituteur rural se lit dans son revenu modeste et soumis à de multiples ponctions. Les instituteurs ruraux comparent le niveau de leur traitement à celui d'autres professions, systématiquement prises dans le bas de l'échelle sociale, ouvriers ruraux, employés subalternes. Le logement, très souvent exigü, ainsi que les habitudes alimentaires, témoignent d'une appartenance aux couches sociales les plus basses.
- 42 Les divers emplois annexes de l'instituteur rural, tels le secrétariat de mairie ou l'activité de chantre, seuls moyens de survie, constituent une autre facette du

quotidien. Ces divers emplois, de même que le faible revenu qui y est attaché, parfois irrégulièrement payé, multiplient les liens de dépendance. Il y a vingt ans, Françoise Mayeur évoquait le « triangle de dépendance » qui enserrait d'instituteur, au cours du premier XIX^e siècle ⁷⁵. La lecture des mémoires suggère trois autres aspects de la dépendance de l'instituteur rural. Au-delà du contrôle du curé, du maire et de l'inspecteur primaire, sont mis en lumière le peu d'utilité des délégués cantonaux et l'assujettissement plus insidieux aux familles d'élèves et au percepteur, double emprise qui influe sur le revenu du maître, et donc sur son niveau de vie. La consultation des archives financières permet de découvrir, pour la première décennie du Second Empire, des lettres de protestation d'instituteurs, adressées au corps préfectoral et concernant les retards répétés des percepteurs à les payer ⁷⁶. Ces conditions de vie qui ne distinguent pas, chez l'instituteur, la sphère professionnelle de celle du privé maintiennent, la tendance à « désertier » (⁷⁷), à fuir les fonctions de l'enseignement primaire.

5. L'école rêvée

- 43 Les mémoires de 1861, par l'écrit, mais également par quelques documents iconographiques de la main même des instituteurs, ouvrent la voie à un autre thème de réflexion : l'école idéale. Parfois inspirés par le contenu des textes officiels, toujours marqués par l'épreuve d'une réalité vécue, les maîtres qui répondent au ministre, construisent, redessinent un pan ou plusieurs dimensions de l'école en lui donnant, fréquemment, un sens nouveau.
- 44 Nous avons choisi de nous intéresser à cinq images, nées de l'imagination synchrétique des instituteurs, appréhendant globalement, non sans confusion, l'école possible de demain, sorte de synthèse culturelle, nourrie de l'action du passé récent et des leçons du présent. Ainsi se détachent les contours « d'un sanctuaire de l'enfance », l'esquisse d'une nouvelle vocation de l'école, une redéfinition des relations maître-élèves, les fondements d'un nouveau statut du maître et l'espoir d'un corps enseignant primaire unifié.
- 45 La maison d'école idéale, représentée par les maîtres, dispose d'une place nouvelle dans la commune. De plus en plus perçue par opposition à l'église, attachée aux fonctions spécifiques d'instruction et d'éducation, parfois décrite comme « un temple des études, des lettres, des sciences et de la religion » (⁷⁸), l'aire scolaire doit être éloignée de tout environnement nuisible et répondre à des normes d'hygiène, la qualité de l'air à l'intérieur et les lieux d'aisance à l'extérieur étant systématiquement évoqués. Rejetant l'idée de maison commune, l'école rêvée se marque dans l'espace communal par une enceinte. Espace clos, lieu spécifique d'instruction et d'éducation, respecté, révééré, l'école devient, sur le territoire communal, un second « sanctuaire », celui des enfants. Cette terminologie est d'ailleurs adoptée par plusieurs instituteurs ⁷⁹.
- 46 Sur la vocation nouvelle à attribuer à l'école, les instituteurs semblent plus partagés. La gratuité et l'obligation de l'école primaire reviennent fréquemment dans les propositions des instituteurs, mais avec une certaine appréhension. Il s'agit, pour certains maîtres, d'offrir l'école à tous les enfants, pour d'autres de l'imposer à ceux qui pourraient la payer, même si les parents refusent. Plusieurs instituteurs insistent sur la construction d'une véritable égalité des enfants scolarisés, sans distinction entre les enfants du pauvre et ceux du riche. Cependant, ces innovations souhaitées interrogent

les maîtres, dès lors qu'il s'agit de les appliquer en France. L'obligation imposée par l'État remettrait en cause l'autorité traditionnelle du chef de famille tandis que la gratuité poserait la question d'un nouveau mode de rémunération, la rétribution scolaire payée par les parents étant supprimée.

- 47 Sur le rôle social de l'école, les instituteurs sont également divisés. Une majorité défend une école primaire reproductrice sociale, chargée de préparer les enfants au métier de leurs parents, avec en arrière-plan la participation de l'école à l'attachement des populations rurales à la terre. D'autres maîtres, surtout laïcs, rêvent d'une école émancipatrice, dispensant un enseignement élargi, renouvelé, comprenant, entre autres, l'enseignement scientifique, celui de la géographie ou la formation civique ⁸⁰. Le rôle émancipateur de l'école ne s'arrête d'ailleurs pas au temps de la scolarité, entre six et treize ans. Il doit se poursuivre au-delà, pour consolider les acquis ou reprendre les bases, voire élargir les connaissances. La bibliothèque scolaire, déjà préconisée par les textes ministériels, est maintes fois réclamée, de même que les cours dispensés aux adultes.
- 48 Dans le même esprit, les divergences sont nettes sur la politique linguistique. Dans les départements bretonnants, une partie des maîtres souhaite une action gouvernementale qui permettrait de développer la langue nationale au détriment du breton ⁸¹. D'autres estiment que la tolérance de la langue bretonne est nécessaire à l'école primaire. Avec l'utilisation de la langue maternelle, l'enseignement gagnerait en temps et en efficacité.
- 49 Dans le prolongement des textes ministériels, les réflexions sont multiples sur l'adaptation des locaux au nombre des enfants, l'utilisation d'un matériel adapté à l'âge et à la morphologie des élèves. Cependant, les mémoires vont bien au-delà des conditions matérielles de scolarisation. Ils redéfinissent fréquemment les rapports entre les élèves et le maître. Jean-Claude Caron a montré que les années 1840-1870 constituent une période de contestation des méthodes disciplinaires traditionnelles, particulièrement le Second Empire, à partir de 1860, où « les affaires de violence pédagogique grave se multiplient », témoignant à la fois d'une évolution de la sensibilité communautaire et de l'intervention des autorités académiques, municipales et préfectorales pour faire aboutir ces affaires ⁸². Dans les mémoires de 1861, la plupart des instituteurs qui évoquent la discipline à l'école remettent en cause l'utilisation excessive des punitions. Certes, l'instituteur de l'époque n'imagine pas maîtriser le nombre important d'enfants dont il a la charge sans l'utilisation de tout un arsenal disciplinaire. Cette organisation disciplinaire souvent mécanique, établie pour de lourds effectifs, éloigne le maître de l'élève. Les revendications contenues dans les mémoires de 1861 tentent de rapprocher l'instituteur des enfants. Les incontournables punitions font l'objet de développements qui préconisent leur individualisation en fonction des enfants, leur gradation et, surtout, leur réduction au profit de la pénitence, la prévention devant intervenir avant la punition ⁸³. Les principaux arguments utilisés contre les punitions touchent à la diversité des enfants, aux moyens de développer la fréquentation scolaire, à la vocation de l'instituteur et à la différenciation laïc-congréganiste. Un certain nombre de maîtres laïcs aiment à se démarquer des ecclésiastiques en soulignant certaines affaires de mœurs touchant des Frères ⁸⁴.
- 50 Enfin, les mémoires de 1861 traduisent l'aspiration à un nouveau statut de l'instituteur qui engendrerait une nouvelle image, et donc une place revalorisée au sein de la

société. Les maîtres développent une double revendication. La première s'attache à définir un corps unifié, à défendre l'idée d'un métier fondé sur un cursus, comprenant une sélection initiale selon des critères d'instruction et de moralité (qui peut être un concours d'entrée), une période de formation, suivie d'un diplôme confirmant l'entrée dans le corps. L'appartenance au corps est marquée par le traitement, une progression et une durée minimum de carrière débouchant, à partir d'un âge donné, sur une pension de retraite. Certains insistent sur la nécessité d'ouvrir plus largement la profession à d'autres corps de l'instruction publique, tel le corps de l'inspection primaire.

- 51 La réduction du nombre des surveillants de l'école primaire et des diverses dépendances du maître appartient aux revendications majeures. La volonté de ne relever professionnellement que de l'État a tendance à s'imposer. Nourri des récits de la guerre de Crimée et d'Italie, des expéditions de Syrie et de Chine, répandus dans la presse quotidienne, mais également dans la presse professionnelle, tel le *Journal des instituteurs*, le vocabulaire militaire fleurit dans le discours de beaucoup d'instituteurs des années 1860. Même quand les maîtres ne sont pas d'anciens soldats, comme François Tronel dans les Côtes-du-Nord, ou Yves Le Berre dans le Finistère, ils utilisent les termes de « milice », « d'armée », de « phalange de malheureux » ⁽⁸⁵⁾, de « colonne d'appui de la dynastie » ⁽⁸⁶⁾, de « sentinelle vigilante » ⁸⁷ ou « sentinelle avancée » ⁽⁸⁸⁾, pour définir le corps des maîtres du primaire. Cette terminologie associe la vocation missionnaire de l'instituteur à son action combattante dans les communes rurales.
- 52 L'aspiration, déjà ancienne, de certains laïcs à porter un uniforme, au moins pendant les jours de fête et les cérémonies, maintes fois relevée dans les manuscrits, revêt plusieurs significations. L'instituteur laïque désire être associé, par sa tenue extérieure, à la rigueur de son sacerdoce, au même titre que le sont les congréganistes qui portent l'habit de leur vocation. L'uniforme espéré est le symbole, de la part d'un corps qui prépare l'avenir de la nation, du service de l'État. Dans l'esprit des instituteurs, l'uniforme constitue également un signe fort de démarcation, de rupture avec l'origine géographique, sociale et culturelle, et ceci dès la période de formation. La monarchie de Juillet avait suggéré l'uniforme des instituteurs sans pouvoir l'imposer, du moins dans l'académie de Rennes. Le Second Empire le répand ⁸⁹ et la Troisième République, en le généralisant, créera l'image idéalisée, magnifiée, attachée à un comportement civique et associée au nouveau régime politique, le mythe du « hussard noir de la République » ⁽⁹⁰⁾. Certains vont encore plus loin, exigeant d'autres signes extérieurs d'appartenance bien visibles, telle une palme portée sur la poitrine, contribuant à la différenciation des autres fonctionnaires et à une valorisation aux yeux de la société englobante. Cependant, l'unité du corps n'est pas associée à l'égalité de ses membres. Un instituteur issu de l'école normale ne se juge pas et n'est pas perçu comme ayant une formation égale à celle d'un stagiaire ou à celle d'un congréganiste. Précisément, une autre revendication, liée à la première, est celle d'une hiérarchisation interne du corps, fondée sur la nature de la formation, le mérite et l'ancienneté, attachée à une progression dans l'attribution des postes ruraux puis urbains, à un traitement de plus en plus élevé jusqu'à la retraite. Cette vision remet en question le traditionnel arbitraire de la recommandation des notables, le lien entre la commune d'affectation et le traitement minimum du maître, la relégation dans une petite commune avec un salaire réduit lorsque la maladie, l'invalidité ou simplement la fatigue ou le découragement sont perçus par la hiérarchie académique.

- 53 Parmi les moyens de créer l'unité d'esprit, sont souvent préconisés la formation dans des établissements d'État (écoles normales), des règlements communs, des journaux professionnels, des inspections régulières ⁹¹ et la renaissance des conférences d'instituteurs ⁹².
- 54 Dans un livre récent (⁹³), Jacques Girault relève l'existence d'associations d'instituteurs sous le Second Empire, telle celle du Nord, à partir de 1868. Il semble que l'Ouest ne soit pas en retard sur le reste de la France, puisque le Finistère possède sa Société des instituteurs et des institutrices, dans la première décennie du Second Empire. Elle est créée par Auguste Perron, instituteur, à l'école primaire supérieure de Brest ⁹⁴.
- 55 L'école rêvée, c'est également l'aspiration aux loisirs. Parmi les revendications des maîtres, figure la mise à disposition d'un jardin ou d'un terrain, accordé par la commune. Ce coin de terre communal relève d'une triple visée: la formation agricole pratique des élèves, l'autosubsistance de la famille du maître, la détente après la classe ⁹⁵. Sur vingt-cinq maîtres qui insistent sur cette fonction du jardin dans leur manuscrit, neuf emploient le terme de « délassement » et seize associent le jardin aux loisirs ⁹⁶. Ce jardin permet la rupture avec l'activité professionnelle, témoin « des balbutiements d'un temps pour soi » chers à Alain Corbin ⁹⁷.

Conclusion

- 56 Ce concours entre les instituteurs publics, qui marque incontestablement l'évolution des enquêtes sociales du XIX^e siècle, constitue également un jalon important dans l'histoire politique, sociale et culturelle de l'école primaire en France. Il génère d'autres concours (arrêté du 20 mai 1862 pour la rédaction de plans modèles d'écoles), plusieurs ouvrages ⁹⁸ et marque le début d'une vague législative en faveur des instituteurs (augmentation des traitements en 1862), de la formation des maîtres (décret du 2 juillet 1866 sur les écoles normales), de la fréquentation scolaire et une volonté de contenir la progression congréganiste, dont l'un des aboutissements sera la loi du 10 avril 1867 ⁹⁹.
- 57 Même si le présent article et l'exploration en cours ne permettent pas encore la mise à jour de tous les aspects du jugement des maîtres sur l'école du Second Empire, le dépouillement systématique des manuscrits de 1860-1861, dans un cadre régional, ouvre de nombreuses voies à la connaissance de l'école primaire, à celle de la diversité des générations, des formations, des statuts et de la condition des maîtres. Il permet, à travers des exemples précis, inscrits dans le cadre de la circonscription d'inspection, dans la sphère cantonale ou communale, de mieux cerner le quotidien de l'instituteur au sein de sa classe et dans la commune. Il fait émerger les réseaux de relations et de dépendance, la modernisation de l'encadrement administratif, l'évolution des méthodes pédagogiques, dix ans après la loi du 15 mars 1850.
- 58 La qualité de cette enquête a été reconnue par la Troisième République. Dans les multiples éditions de son ouvrage *L'École*, Jules Simon, opposant au gouvernement impérial, et lui-même ministre de l'Instruction publique de 1870 à 1873, présente ainsi l'initiative du ministre, Gustave Rouland: « Le concours ne produisit pas de grands résultats, mais il peut être considéré comme une bonne enquête » ¹⁰⁰. Quelques années plus tard, Armand du Mesnil (¹⁰¹), chef de bureau à la direction du Secrétariat général du ministre à l'époque du concours et auteur de l'article « Rouland » dans l'édition de 1911 du *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, dirigée par Ferdinand

Buisson, montre que Gustave Rouland sut tenir compte des réponses des instituteurs et insiste sur les réformes consécutives à ce concours ¹⁰².

- 59 La participation réduite des instituteurs de l'académie de Rennes au concours (si on la compare à celle de départements situés au nord de la ligne Saint-Malo-Genève, tels le Nord ou les départements alsaciens par exemple) ⁽¹⁰³⁾, la condition matérielle des maîtres, l'intensité des luttes scolaires qui se lit, entre autres, dans la virulence du propos, la question linguistique, sont autant de sillons à creuser, susceptibles de faire apparaître une démarcation de l'Ouest par rapport aux autres parties de l'hexagone. Mais, au-delà des obstacles, des luttes, de la perception d'une région « en arrière » par rapport au reste de la France, émerge la conviction que l'action de l'État et de ses représentants, dans une période de prospérité, peut accélérer la scolarisation et améliorer le statut des maîtres de l'enseignement public, guidant ainsi le corps des instituteurs vers plus d'autonomie, lui permettant de dépasser son attachement communal et départemental, pour une intégration dans un corps enseignant national, à la fois plus uniformisé et mieux hiérarchisé, ayant retrouvé la confiance du pouvoir et pouvant ainsi affirmer sa vocation de médiateur social.
- 60 Cette initiative du pouvoir impérial, en même temps qu'elle fait émerger une nouvelle vision du fonctionnaire intermédiaire prouve, après les textes de 1852 et 1854, que le Second Empire a, dès les premières années, progressivement rompu avec la loi Falloux et apporté sa pierre à l'édifice scolaire par le développement de la scolarisation, des constructions scolaires, par l'intérêt porté au corps des instituteurs, assurant ainsi, surtout dans la décennie 1860-1870, une incontestable continuité de l'oeuvre de la monarchie de Juillet et une préparation du terrain, qui facilitera la mise en œuvre des lois républicaines, vingt ans plus tard.

NOTES

1. Alain Plessis : « Pouvaient-on penser librement sous le Second Empire ? », dans *Pourquoi réhabiliter le Second Empire?*, Actes du colloque de Paris, 21 octobre 1995, Paris, Bernard Giovanangelli, 1998, pp. 101-102.
2. AD Ille-et-Vilaine 7 Per 514, *Journal d'éducation populaire*, n° 10, oct. 1861, p. 465. De Royer, premier vice-président du Sénat, auteur du rapport sur le concours entre les instituteurs publics de 1861, évoque le chiffre de 36773 instituteurs publics.
3. Paul Henri Ernest de Royer (1808-1877), membre et vice-président du Sénat à partir de 1859, ancien Garde des Sceaux.
4. Jules Simon: *L'École*, Paris, Hachette, douzième édition, 1894, p. 231.
5. Michel Lemosse : *Education in England and Wales*, Paris, Longman France, 1992, p. 14 et Veronica Lelaidier: *L'enseignement en Angleterre*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1992, pp.14-15.
6. Michel Lagrée: *Religion et cultures en Bretagne, 1850-1950*, pp. 61-63.
7. AD. Ille-et-Vilaine, 1N 64, Rapport du préfet devant le conseil général, session de 1859.
8. Jean-Noël Luc: *La statistique de l'enseignement primaire XIX^e-XX^e siècles. Politique et mode d'emploi*, Paris, INRP et Economica, 1985, p. 15. Christian Roux: *L'inspection primaire et la surveillance de l'école en France au XIX^e siècle*, doctorat d'Etat, Aix-Marseille, 1994, p. 73.

9. L'expression est du recteur Paul Lorain: *Tableau de l'instruction primaire en France à la fin de l'année 1833*, Paris, Hachette, 1837, p. iij et iiij. Sur l'enquête de 1833, voir la thèse de Christian Nique : *La petite doctrine pédagogique de la monarchie de Juillet (1830-1840)*, thèse d'Etat, Université de Strasbourg, 1987, tome 1, pp. 389-407. L'enquête Guizot fait actuellement l'objet d'une recherche de l'INRP, sous la direction de Anne-Marie Chartier et Gilles Rouet.
10. Le décret organique du 9 mars 1852 attribue aux recteurs la nomination des instituteurs par délégation du ministre. La loi du 14 juin 1854 (art.8) transmet aux préfets les attributions jusque là déferées au recteur.
11. Pierre Rosanvallon : *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000, p. 186.
12. Guy Thuillier: « Une source à exploiter: les mémoires des instituteurs en 1861 », *Revue d'histoire économique et sociale*, Paris, 1977, n° 1-2, pp. 263-269.
13. Loi du 14 juin 1854, titre 1, article 1.
14. Louis Bauvineau: *Histoire des Frères de Saint-Gabriel*, Rome, Fratelli di San Gabriele, 1994, pp. 43-44. Une convention de 1826 réservait les territoires de Loire-Inférieure et du Maine-et-Loire aux Frères du Saint-Esprit, devenus par le décret du 3 mars 1853, Frères de l'Instruction chrétienne de Saint-Gabriel. Ce décret de 1853 étend les droits de la congrégation à tout le territoire français.
15. AN F17/2649 microfilm. Rapport politique trimestriel du recteur de l'académie de Rennes au ministre, 7-1-1859, pp.3-5.
16. Jean Quéniart: « Les particularismes de l'histoire scolaire bretonne », *Revue du Nord*, tome LXXVIII, n° 317, oct.-déc. 1996, p. 788.
17. Le conseil général du Morbihan, qui n'envoie plus de boursiers à l'école normale régionale de Rennes à partir de 1851, revient sur sa décision en 1855 (AD. Ille-et-Vilaine. 4Per 3211. Procès verbal des sessions du conseil général du Morbihan, séance du 1^{er} septembre 1855).
18. Anne-Florence Rabillard: *L'École normale primaire d'Angers : de la genèse à l'épanouissement, 1828-1848*, Mémoire de maîtrise, dir. M. Grandière, Université d'Angers, oct. 1997, p. 36. L'école normale d'Angers est ouverte le 23 décembre 1831; Maurice Brunet : *L'École normale de Laval de 1833 à nos jours*, Laval, Radenen-Laroche, 1934, p. III et 10. L'école est installée le 2 novembre 1833.
19. Francis Bailleul: « Les instituteurs du Nord d'après le concours Rouland de 1860 », *Revue du Nord*, tome LXVII, n° 266, juillet-septembre 1985, pp. 703-713. Cet article étudie 180 mémoires sur les 190 répertoriés. 27 % des instituteurs du Nord ont donc participé au concours (190 sur 700). L'auteur divise son plan en trois parties: Les maisons d'école, la fréquentation scolaire, les instituteurs, cette dernière partie évoquant successivement deux aspects: la situation matérielle, l'instituteur: un homme seul.
20. Françoise et Bernard Marchand : *L'instituteur et l'instruction primaire en 1861, à travers les réponses au concours ouvert auprès des instituteurs publics en décembre 1860*, thèse de 3^e cycle en sciences de l'éducation, Paris VIII, 1978, 2 vol., 487 p., et 431 p. + annexes. Après deux chapitres consacrés à l'évolution de l'enseignement primaire depuis la Révolution et à la présentation de la situation générale de l'instruction primaire au moment du concours, les auteurs s'attachent à décrire la méthode employée pour l'analyse des manuscrits (pp. 73-90). Pour repérer les thèmes récurrents des mémoires, ils prennent « au hasard » 3 mémoires dans chacun des 41 cartons des Archives nationales, soit au total 123 mémoires. Ces manuscrits permettent de faire ressortir quinze thèmes. Dans une seconde phase, 1107 mémoires sont examinés en fonction d'une répartition géographique précise: 13 départements au sein de 5 régions (187 mémoires de la région Normandie, 263 mémoires de la région Nord, 205 mémoires de la région Est, 214 de la région Centre, 238 de la région Sud-Ouest).
21. François Jacquet-Francillon: *Instituteurs avant la République*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1999, 318 p.

22. AD. Ille-et-Vilaine, 10T8, Registre du conseil académique, séance du 16-6-1860. L'expression est du recteur de l'académie.
23. La destruction, par le feu, en 1885, d'une grande partie des archives du rectorat de Rennes ampute gravement la mémoire de l'académie et oblige à inventorier, avec plus d'attention, d'autres archives.
24. En se limitant à l'ensemble des participants au concours de 1860, 28 instituteurs sur 30 disposent d'un dossier personnel aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 47 instituteurs sur 48 aux Archives départementales du Finistère, soit, pour ces deux départements, plus de 96 % des maîtres ayant répondu au ministre.
25. Service d'histoire de l'éducation: *Rapport scientifique (1996-2000)*, Paris, INRP-CNRS, 2000, 154 p.
26. Michel Lagrée: « Le recrutement des maîtres d'école en Bretagne, XIX^e-XX^e siècle », dans *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècle*, Trois-Rivières, Québec, 1985, pp. 337-346 et *id.*: *Religion et cultures en Bretagne, 1850-1950*, Paris, Fayard, 1992, 601 p.
27. Gilbert Nicolas: *L'École normale primaire de Rennes et la première génération de normaliens en Bretagne, 1831-1852*, thèse de doctorat, Université de Paris IV, 1992, 2 vol, 803 p.
28. Pierre Perrin: *Félicité, Jean-Marie de La Mennais et l'Université. Leurs idées pédagogiques pour la défense de la liberté de l'enseignement, de 1806 à 1860*, thèse de doctorat, Brest, Université de Bretagne Occidentale, mai 1998, 454 p. Cette thèse a été publiée sous le titre : *Les idées pédagogiques de Jean-Marie de La Mennais*, Rennes, PUR, 2000, 221 p.
29. Vincent Lemaire: *A l'École des robes noires. La contribution de la congrégation des Frères de l'Instruction chrétienne à la scolarisation de la Bretagne, 1816-1918*, Mémoire de DEA sous la direction de Michel Lagrée, Université de Rennes 2, juin 2000, 1 vol. 229 p. + 2 vol. d'annexes, 66 p. et 153 p.
30. Dans le prolongement de ce séminaire parisien, animé par Marie-Noëlle Bourguet et Dominique Kalifa, voir le projet présenté par Dominique Kalifa : « Enquêtes et figures de l'enquête dans la société contemporaine. Note sur un projet », *Sociétés et Cultures de l'Ouest, Bulletin du CRHISCO UMR CNRS 6040*, n° 1, pp. 67-71.
31. Dans les 271 mémoires, le traitement informatique permet de relever 238 occurrences du mot « fonctionnaire ».
32. Jean Le Bihan: *Les fonctionnaires intermédiaires au XIX^e siècle. Perspectives de recherche*, mémoire de DEA, Université de Rennes 2, 1999, 273 p.
33. Jean-Noël Luc : « De la gardienne à l'institutrice d'école maternelle. La professionnalisation de l'éducation publique des jeunes enfants au XIX^e siècle », in Pierre Guillaume (dir.): *La professionnalisation des classes moyennes*, Talence, Maison des sciences de l'Homme, 1996, pp. 181-193. Voir également les chapitres VIII et IX consacrés aux finalités professionnelles de l'enseignement primaire de François Jacquet-Francillon: *Instituteurs avant la République*, *op. cit.* ; pp.189-261.
34. Jean-Paul Jourdan: *Le personnel de l'administration dans le Sud-ouest aquitain, de la fin de l'Ancien Régime aux années 1880*, thèse de doctorat d'Etat, Paris-Sorbonne, 2000, 4 vol., 1167 p.
35. Corrina Herold: *Berufsethos zwischen Institutionalisierung und Professionalisierung. Studien zur Rolle des Sächsischen Lehrervereins im Professionalisierungsprozess sächsischer Volksschullehrer zwischen 1848 und 1873*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 1998, 245 p.
36. La thèse en cours de Catherine Michel (Études germaniques, Paris IV) porte le titre provisoire de « L'école primaire en Rhénanie de 1848 à 1918, ou l'histoire d'une intégration réussie ». A partir de chroniques scolaires, de biographies et d'archives, l'étude se propose d'établir à quel point l'école a permis à la Rhénanie de s'intégrer dans le royaume de Prusse, puis dans l'Empire allemand.
37. André Chervel : *La culture scolaire. Une approche historique*, Paris, Belin, 1998, p. 186.
38. Jean Queniat : *Les Français et l'écrit*, Paris, Hachette, 1998, p. 185.

39. AN F17/10792/4, mémoire de François Tronel, instituteur à La Méaugon, Côtes-du-Nord. Appréciation de l'inspecteur Nédelec : « Cet écrit est plutôt un réquisitoire qu'un mémoire [...]. Mauvais esprit. Travail à brûler, malgré l'insistance avec laquelle on demande qu'il soit mis sous les yeux de Son Excellence le Ministre. Mal ».
40. *Concours ouvert entre les instituteurs publics par arrêté du 12 décembre 1860*, Paris, Imprimerie impériale, 1861, 79 p. Cet ouvrage fournit la liste des 172 instituteurs dont les mémoires ont été jugés dignes d'être réservés à la Commission supérieure.
41. Article 4 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 1860 : « Les mémoires seront écrits en entier de la main de l'auteur. La signature, apposée au recto de la première page et légalisée par le maire de la commune, sera accompagnée de la formule dont le modèle est ci-annexé ».
42. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à Vincent Lemaire, doctorant à l'Université de Rennes 2 (CRHISCO), qui nous a facilité le travail d'identification des congréganistes de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne, ainsi qu'au Supérieur et aux frères qui ont bien voulu nous accueillir au siège de la congrégation, à Ploërmel (Morbihan). Outre son ouvrage (*op. cit.*, note 3, p. 6), nous sommes également redevable au frère de Saint-Gabriel, Louis Bauvineau, des renseignements qu'il a bien voulu nous fournir.
43. Cette expression est empruntée à Jean-François Sirinelli : « La France des sixties revisitée », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 69, janvier-mars 2001, p. 116.
44. Gilbert Nicolas : *Instituteurs entre politique et religion. La première génération de normaliens en Bretagne au XIX^e siècle*, Rennes, Apogée, 1993, pp. 130-131.
45. AD. Ille-et-Vilaine. 12T42, dossier personnel de François Connen, instituteur à Janzé, rapport d'inspection du 30.8.1861.
46. AD. Ille-et-Vilaine. 12T 124, dossier personnel de Jean-Pierre Marie Lhuissier, inspection du 8 juillet 1861. Jean Pierre Lhuissier est à la tête d'une classe, comprenant, en 1861, 74 élèves gratuits inscrits (60 l'hiver, 42 l'été). Le 23 janvier 1854, dans une lettre à l'inspecteur d'académie d'Ille-et-Vilaine, le directeur Lhuissier indique que l'école municipale primaire de Rennes a inscrit 382 élèves pour l'année scolaire, dont 334 de 6 à 13 ans. Les enfants présents en janvier 1854 sont répartis en 4 classes regroupant respectivement, une centaine d'enfants pour la première, 107 pour la seconde, 73 pour la troisième et 40 pour la quatrième. Les instituteurs de cette école ne disposent d'aucun autre casuel et ils ne sont pas logés par la ville.
47. AD. Ille-et-Vilaine. 12T185, dossier personnel de Hyacinthe Vallée, inspection du 12 juillet 1861. Cet instituteur doit donner l'instruction à 160 élèves gratuits.
48. AD. Ille-et-Vilaine. 12T14, dossier personnel de Isidore Boismartel, instituteur à Eancé jusqu'au 15 juin 1882.
49. ADIV. 3Q20/282. Déclarations des mutations par décès, direction de Rennes, Bureau de Louvigné-du-Désert, acte n° 71. Succession de François Plessis, décédé le 19 décembre 1881.
50. AD. Ille-et-Vilaine. 3Q 18/344, Registre de recette. Déclarations des mutations par décès, direction de Rennes, Bureau de Janzé, acte n° 90, succession de François Connen, 24 octobre 1889.
51. AN F17/10792/5, mémoire de Charles Campion, instituteur à Rosporden, Finistère, p. 8.
52. AN F17/10793/2, mémoire de Julien Lorient, instituteur à Saint-Dolay, Morbihan, p. 8.
53. AN F17/10793/1, mémoire de Victor Robin, instituteur à Anetz, Loire-Inférieure, p. 2 : « Vive Napoléon III, Empereur des Français » ; AN F17/10792/1, mémoire de François Connen, instituteur à Janzé, p. 7 : « Vivent l'Empereur, l'Impératrice et le Prince impérial » ; AN F17/10792/4, mémoire de Laurent Le Bras, instituteur à Châteauneuf-du-Faou, Finistère, p. 1 : « Vive notre Prince régnant » ; mémoire de François Vazel, instituteur à Coray, Finistère : « Vive l'Empereur [...] Vive la dynastie napoléonienne ».
54. AD. Loire-Atlantique. 14 T1. Les 105 fiches du préfet de Loire-Inférieure sont datées d'octobre 1854 et ont été établies grâce aux données fournies par les sous-préfets.
55. Arthur de La Borderie (1827-1901), ancien élève de l'École des Chartes, conseiller général d'Ille-et-Vilaine (1864-1871), député de 1871 à 1876, est célèbre pour ses collections d'éditions

littéraires, toujours liées au passé de la Bretagne. Chargé d'un cours d'histoire de la Bretagne à la faculté de Rennes, à la fin du XIX^e siècle, il est considéré, par certains, comme l'historien de la « nation bretonne ».

56. AD. Loire-Atlantique. 14 T 1. Personnel des instituteurs et institutrices. Fiches individuelles de renseignements, 1854. Dans cette liasse sont rassemblées 105 fiches individuelles d'instituteurs comprenant les rubriques suivantes: les fonctions remplies antérieurement à l'entrée dans l'enseignement primaire, les activités annexes de l'instituteur dans la commune (ex: le secrétariat de la mairie), le mariage et les enfants, l'instruction et la valeur personnelle, le zèle et activité, la moralité, la considération dont il jouit dans la commune, l'influence, le physique et les manières, les rapports avec les autorités civiles et religieuses, les sentiments politiques réels, les propositions d'avancement, le traitement et les avantages éventuels, le caractère.

57. AD. Ille-et-Vilaine. 10T8. Registre des délibérations du conseil académique de Rennes, séance du 20 novembre 1861. Dans le ressort académique de Rennes, en 1861, sur 2111 communes, 2024 disposent d'une ou de plusieurs écoles. Seules 4,1 % des communes sont sans école (pour la seule Bretagne, trente ans plus tôt, 64,5 % des communes étaient sans école).

58. BNF, Microfilm 16418. *Le Journal des instituteurs* fournit aux maîtres, pour un prix modique voulu par le ministre (circulaire aux recteurs du 15 décembre 1857), une connaissance précise des règlements, des méthodes d'enseignement les plus courantes, des modèles de tableaux d'emploi du temps et du cours d'études de l'inspecteur général Jean-Jacques Rapet. AD. Côtes d'Armor 1T399. Dans l'état des abonnés au *Journal des instituteurs*, établi par le préfet, pour les années 1860 et 1861, on relève 32 participants au concours ministériel sur 56, soit 57,1 %.

59. Nous reprenons une expression relevée sous le Second Empire (1866). Alain Rey (dir.) : *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Robert, 1998, tome 3, p. 3390.

60. Michel Lainé : *Les constructions scolaires en France*, Paris, PUF, 1996, pp. 87-89 et 95. Dans le cadre restreint de l'arrondissement, la politique du Second Empire en matière de constructions scolaires est bien souligné dans les travaux de maîtrise de Marc Lerat : *Construire une maison d'école sous le Second Empire, 1852-1870 : l'exemple de l'arrondissement de Saint-Brieuc*, Université de Rennes 2, 2001, 292 p. et de Denis Geoffroy : *La construction des mairies dans l'arrondissement de Fougères au XIX^e siècle, intérêt local et encadrement étatique*, Université de Rennes 2, 2001, 257 p.

61. Alain Corbin : *Les cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes du XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994, p. 277.

62. Archives privées de la famille Martin et Abhervé-Guéguen. Correspondance de l'instituteur de Plouescat, Claude Guirriec, ancien boursier du Finistère à l'école normale de Rennes (octobre 1845- septembre 1847). Dans sa lettre du 12 septembre 1867, il évoque « les joueurs d'orgue de Barbarie, les savoyards, les danseurs de cordes, les jongleurs, les escamoteurs, les physiciens, les prestidigitateurs, les magnétiseurs, les sybelles, les lanceurs de ballons, les marchands forains, les facteurs qui passent continuellement » sous sa croisée. « Au moment où j'écris ces lignes, ajoutait-il, j'entends circuler une des voitures de postes qu'on appelle les courriers et qui se croisent dans toutes les directions ».

63. AN F17/10792/1, mémoire de Yves Julien Roger, instituteur à La Guerche, Ille-et-Vilaine, p. 2.

64. AN F17/10793/2, mémoire de Armand Marie Delmon, instituteur à Kervignac, Morbihan, p. 2.

65. Marie-Madeleine Compère (dir.) : *Histoire du temps scolaire en Europe*, Paris, INRP-Economica, 1997, pp.11-19.

66. AN F17/10793/1, mémoire de Joseph Landais, instituteur à Moisdon, Loire-Inférieure, p. 9.

67. AN F17/10792/4, mémoire de François Tronel, 20 p. et AN F17/10792/1, mémoire de François Connen, 14 p.

68. Une présentation complète de la réforme de 1859 se trouve dans Jean-Noël Luc : *La statistique de l'enseignement primaire, XIX^e-XX^e siècles. Politique et mode d'emploi*, Paris, Economica-INRP, 1985, pp. 116-134. L'auteur étudie, entre autres, l'application des circulaires du 2 novembre 1859 sur les

nouveaux modèles de registres matricules, et du 30 décembre 1859 sur le nouveau mode de dénombrement des élèves.

69. AN F17/9294 Etat nominatif des inspecteurs de l'instruction primaire, 1865. Clément Férard, ancien élève de l'école normale de Caen et instituteur de 1846 à 1856, est nommé, en mars 1863, après un court séjour dans l'arrondissement de Brive, à l'inspection primaire de Saint-Malo. Il est l'auteur de *Mémoires d'un vieux maître d'école*, Paris, Delagrave, 1894, 582-LXX p.

70. Les circonscriptions sont souvent immenses. Dans l'académie de Rennes, au début des années 1860, sur 22 circonscriptions, huit seulement sont limitées à un seul arrondissement. Près des deux tiers (64 %) dépassent les limites d'une circonscription de sous-préfet, englobant une portion d'un arrondissement voisin ou un second arrondissement.

71. AN F17/10792/2. Cette expression est empruntée au mémoire de Guillaume-Marie Brunot, directeur de l'école primaire supérieure de Lannion, janvier 1861, p. 1.

72. AN F17/ 10793/1, mémoire de Michel Marienne, instituteur à Lévaré, Mayenne, p. 14.

73. AN F17/ 10792/1, mémoire de François Martel, instituteur à Sens, Ile-et-Vilaine, p. 5.

74. AN F17/ 10792/1, mémoire de Victor Berhault, instituteur à Saint-Hilairedes-Landes, Ile-et-Vilaine, p. 9.

75. Françoise Mayeur: *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1981, tome 3, p. 399.

76. AD. Ile-et-Vilaine. 3P 19, Trésor public, lettre de l'instituteur Navatte au sous-préfet de Redon, 3 mars 1853.

77. Les termes « désertion » et « désertier », qui évoquent l'abandon du métier, sont repérés dans presque un manuscrit sur dix (26 sur 271).

78. AN F17/10793/2, mémoire de Armand Marie Delmon, instituteur à Kervignac, Morbihan, p. 1.

79. L'expression « sanctuaire » est empruntée à plusieurs participants au concours : AN F17/10792/3, mémoire de Louis Harrault, instituteur à Brain-sur-Allonnes, Maine-et-Loire, p. 3., AN F17/10792/2, mémoire de Jacques Gastel, instituteur à Merdrignac, Côtes-du-Nord, p. 1, AN F17/10792/5, mémoire de Guillaume Chamain, instituteur à Plourin, Finistère, p. 8.

80. AN F17/10793/3, mémoire de Jean Thibault, instituteur à Corzé, Maine-et-Loire, p. 3. AN F17/10792/3, mémoire de Alain-Marie Raujouan, instituteur à Uzel, Côtes-du-Nord, p. 7.

81. AN F17/10793/2, mémoire de Aimé Lote, instituteur à Quéven, Morbihan, p. 2.

82. Jean-Claude Caron: *A l'école de la violence, Châtiments et sévices dans l'institution scolaire au XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 1999, p. 113 et 148.

83. AN F17/ 10792/4, mémoire de Yves Le Coz, instituteur au lycée impérial de Saint-Brieuc, p. 19. On retrouve la même représentation de la punition chez d'autres instituteurs. On peut citer, entre autres, AN F17/10792/2, mémoire de Jean-François Perrot, instituteur à Mûr et Caurel, Côtes-du-Nord p. 6., et AN F17/10793/2, mémoire de Jean Bertineau, instituteur à Saint-Jean-des-Mauvrets, Maine-et-Loire, p. 9.

84. AN F17/10792/2, mémoire de Jean Guchet, instituteur à Clisson, Loire-Inférieure, p. 27. Au début de l'année 1861, l'affaire du frère Rassineux à Torfou dans le Maine-et-Loire et celle des frères Baldit et Casimir, à la tête des écoles chrétiennes d'Angers, suscitent l'émotion et sont évoquées par des instituteurs laïcs des départements voisins. Dans son mémoire, Jean Guchet, instituteur de Loire-Inférieure, expose avec force son hostilité aux associations religieuses et cite, à l'appui de sa démonstration, « les désordres graves, les horreurs d'actes multipliés d'immoralité et d'attentats à la pudeur » commis par des membres de ces ordres enseignants. AN F17/2650/1, rapport politique du recteur de l'académie de Rennes, Mourier, au ministre de l'Instruction publique, Angers, le 21 février 1861. Ces actes motivent le déplacement de l'inspecteur d'académie pour rencontrer les dix-sept jeunes victimes et la tournée du recteur de l'académie dans le Maine-et-Loire.

85. AN F17/10792/3, mémoire de Alain Marie Raujouan, instituteur à Uzel, Côtes-du-Nord, p. 16.

86. AN F17/10793/2, mémoire de Louis Gautier, instituteur à Châtelais, Maine-et-Loire, p. 16: « nous verrions avec bonheur que le corps enseignant fût une des principales colonnes d'appui de la dynastie napoléonienne ».
87. AN F17/10793/1, mémoire de Jacques Coiscaud, instituteur à Cheméré, Loire-Inférieure, p. 3.
88. AN F17/10792/4, mémoire de François Tronel, instituteur à La Méaugon, Côtes-du-Nord, p. 19.
89. AD. Finistère 1T816. Liste des objets composant le trousseau obligatoire des élèves-maîtres de l'école normale de Rennes (décision ministérielle du 6-7-1866). On relève le pantalon de drap noir, le gilet noir, la redingote noire, la casquette noire avec palme et galon, la cravate noire.
90. Charles Peguy : *Œuvres en prose, 1909-1914 (L'Argent, 1913)*, Paris, Gallimard, coll. La Pléiade, 1961, pp. 1114-1115.
91. AN F17/10792/4, mémoire de François Tronel, instituteur à La Méaugon, Côtes-du-Nord, p. 5 et 6.
92. Jean Ferrier: *Les inspecteurs des écoles primaires, 1835-1995*, Paris, L'Harmattan, tome 2, p. 415 et 416.
93. Jacques Girault : *Instituteurs et professeurs, une culture syndicale dans la société française (fin XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p. 98.
94. AN F17/10792/5, mémoire de Auguste Perron, ancien élève de l'école normale de Rennes (1832-1835), p. 26.
95. Grâce au traitement informatique, nous avons pu repérer l'association du jardin au « délassement » dans 9 mémoires d'instituteurs de l'académie. AN F17/10793/1, mémoire de Pierre Couraud, à Bourgneuf, Loire-Inférieure, p. 11; mémoire de Pierre Guesdon, à Bierné, Mayenne, p. 7 ; AN F17/10792/2, mémoire de Louis Bernier, à Chalonnes, Maine-et-Loire, p. 14; mémoire de Joseph Pineau, à Liré, Maine-et-Loire, p. 4 ; AN F17/10792/1, mémoire de Jean-Marie Forget, à Antrain, Ille-et-Vilaine, p. 3; mémoire de François Plessis, à Mellé, Ille-et-Vilaine, p. 5; AN F17/10793/2, mémoire de Jacques Bordeau, à Loiré, Maine-et-Loire, p. 7; mémoire de Victor Bourdonnière, à Noëllet, Maine-et-Loire, p. 4; AN F17/10792/5, mémoire de Etienne Guéguen, à Lannilis, Finistère, p. 8.
96. Dans 16 manuscrits, les instituteurs associent le jardin aux loisirs: AN F17/10793/1, François Lucas-Delaunay, instituteur à Chateaubriant, p. 9 et Jean-François Ollivry, instituteur à Paulx, en Loire-Inférieure, p. 1; AN F17/10792/5, Guillaume Balay, instituteur au Conquet, p. 11 ; Jean Caroff, instituteur à Ploujean, p. 1; Palamède Floch, instituteur à l'EPS de Brest, p. 11 dans le Finistère ; AN F17/10793/2, Paul Taillandier, instituteur à Ménéac, Morbihan, p. 10.; AN F17/10793/1, Jean Legendre, instituteur au Ribay, Mayenne, p. 6 ; AN F17/10792/3, Guillaume Adelin, instituteur à Pludual, Côtes-du-Nord, p. 13 ; AN F17/10792/2, Yves Brunot, instituteur à Plouëzec, p. 14; Henri Dardis, instituteur à Paule, p. 10; Jacques Gastel, instituteur à Merdrignac, Côtes-du-Nord, p. 7; AN F17/10792/4 Guillaume Le Loc, instituteur à Tressignaux, p. 2 ; Eugène Pocar, instituteur à Saint-Jacut-du-Méné, Côtes-du-Nord, p. 11; AN F17/10792/2, Louis Pochat, instituteur à Plouisy, Côtes-du-Nord, p. 2; AN F17/10792/1, François Mahé, instituteur à Monterfil, Ille-et-Vilaine, p. 5; AN F17/10792/2, Joseph Pineau, instituteur à Liré, p. 4.
97. Alain Corbin : « Les balbutiements d'un temps pour soi », *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Aubier, 1995, p. 345.
98. Entre autres, Charles Robert : *De l'ignorance des populations ouvrières et rurales de la France*, Montbéliard, 1863 et *Plaintes et vœux présentés par les instituteurs publics en 1861 sur la situation des maisons d'école, du mobilier et du matériel classique*, Paris, 1864.
99. Loi du 10 avril 1867, article 18 sur le refus d'exempter les congréganistes du service militaire, en dehors des écoles publiques.
100. Jules Simon: *L'École*, Paris, Hachette, douzième édition, 1894, p. 231.
101. François Dutacq : *Gustave Rouland, ministre de l'Instruction publique, 1856-1863*, Tulle, Imprimerie Mazeyrie, 1910, p. I. Ferdinand Buisson (dir.): *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1911, pp. 1796-1797.

102. Ferdinand Buisson (dir.): Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire, op. cit., pp. 1796-1797. « Rouland [...] résolut à son tour de se mettre en relation avec ces maîtres, afin de les mieux connaître. Dans ce but, il institua un concours. Le résultat obtenu passa toute attente. »

103. AN F17/10794. Concours des instituteurs, académie de Strasbourg. Pour les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, il subsiste 139 mémoires, représentant 1405 pages manuscrites. La production manuscrite moyenne alsacienne, par départements, est donc de 45 % supérieure à celle de l'académie de Rennes. Dans le département du Nord, 190 instituteurs avaient répondu au ministre, soit plus de maîtres que dans les quatre départements du Finistère, du Morbihan, des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine réunis (172 mémoires).

AUTEUR

GILBERT NICOLAS

Université Rennes 2 et Centre de recherches historiques sur les sociétés et les cultures de l'Ouest européen. CRHISCO UMR 6040